



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU DOUBS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Belfort, le 3 décembre 2012

Unité Territoriale Nord Franche-Comté

Nos réf. : UTNFC/SPR/PE/FC 2012 – 1116A

Société SMC à COLOMBIER FONTAINE



Modification des conditions d'exploitation du stockage de déchets industriels inertes



RAPPORT DE PRESENTATION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES



Rapport de l'inspection des Installations Classées

I – PREAMBULE

Les conditions de stockage des déchets de fonderie à COLOMBIER FONTAINE (sables et résidus calcinés, poussières de dépoussiérage de sableries, crasses et laitier de fours, résidus inertes) produits par la Société SMC et par la Société FWF (fonderie sise à SAINTE-SUZANNE) toutes deux appartenant au groupe AFE, sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009 1102 00414 du 11 février 2009 .

Cet arrêté a été modifié par l'arrêté complémentaire n° 2010-2206-02315 du 22 juin 2010 pour tenir compte des prescriptions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Doubs Central approuvé par arrêté préfectoral du 28 mars 2008.

Par suite, l'exploitant a déposé un dossier de modification le 15 décembre 2011, complété le 21 décembre 2011, à l'effet de pouvoir prolonger la durée d'exploitation de l'installation du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2012, compte tenu du délai d'instruction de la demande de régularisation qui est en cours. Ce dossier de modification a conduit à prendre l'arrêté préfectoral n° 2012 067 003 en date du 7 mars 2012 qui fixe la date limite d'exploitation au 31 décembre 2012, moyennant de nouvelles règles d'aménagement, d'exploitation et de suivi.

Par suite, il s'est avéré que le dossier de demande d'autorisation en extension de l'installation déposé le 2 octobre 2009 complété à de multiples reprises soit en dernier lieu le 7 mai 2012 ne permettra pas de décider de la suite à donner pour le 31 décembre 2012, date à laquelle l'exploitant ne pourra plus exploiter son dépôt selon l'arrêté du 7 mars 2012.

En effet, le dossier a été jugé recevable par la DREAL le 15 mai 2012 et l'avis de l'Autorité Environnementale a été émis le 28 juin 2012. L'enquête publique vient d'être lancée du 1^{er} octobre au 7 novembre 2012 et les demandes d'avis des Conseils Municipaux concernés demandées par l'arrêté préfectoral n° 2012 248 0011 en date du 4 septembre 2012. Les services concernés ont reçu, par ailleurs, un exemplaire du dossier afin d'émettre un avis sur la demande.

Le présent rapport concerne donc la suite à donner à un nouveau dossier de modification déposé par Société SMC le 31 octobre 2012, à l'effet de modifier les conditions d'exploitation du stockage de déchets industriels inertes pour prolonger la durée d'exploitation par extension à compter du 1^{er} janvier 2013 pour une durée comprise entre 13 et 20 mois dans la limite de l'emprise autorisée en l'attente de la décision relative à la demande d'autorisation en cours.

II – CONSISTANCE DE LA MODIFICATION

En l'absence de mode d'élimination autorisé et alternatif à la mise en remblai dans l'emprise prévue par arrêté préfectoral du 11 février 2009, l'exploitant doit augmenter la hauteur de remblaiement sur une partie du site de stockage autorisé afin de pouvoir déposer un volume supplémentaire de 13 545 m³ par rapport au 145 600 m³ autorisés successivement par l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 (100 000 m³) modifié le 22 juin 2010 (volume porté à 130 000 m³) et le 7 mars 2012 (volume porté à 145 600 m³). Ce volume supplémentaire correspond au volume produit par les deux usines sur une période de 13 mois (1 026 m³ compactés mensuels avec un taux de compactage de 20 %). Ainsi Le volume maximal de déchets pouvant être stocké sur le site sera de 159 145 m³, volume ne pouvant être dépassé dans le cadre de cette demande.

Le site exploité depuis l'autorisation d'exploiter du 11 février 2009 est constitué de 6 plates-formes désignées PF1, PF2', PF2'', PF3, PF4, et PF5.

La cote des plates-formes PF1 et PF2' avaient atteint la cote maximale de 307,5 mètres NGF au 31 décembre 2011. Celle de la parcelle PF2'' aura atteint cette même cote au 31 décembre 2012.

Le volume supplémentaire à gagner consiste à aligner les plateformes PF3, PF4 et PF5 à la même cote de 307,5 mètres NGF que les plateformes PF1, PF2' et PF2'', les parcelles devant être rehaussées représentant une surface de 5418 m² (l'ensemble se situant sur une partie de l'emprise autorisée, soit 2 ha 4 a 65 ca sur un total de 4 ha environ).

Ce projet de nouvelle plate-forme d'une surface de 5 418 m² résulte du choix de l'exploitant :

- de ne pas surélever les dépôts de déchets au-delà d'une hauteur de 2m50, sans couvrir, même sur une hauteur plus faible, la totalité de la surface des 4 hectares qu'il faudrait alors entièrement déboiser ;
- de respecter les principes de l'article 8.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 indiquant « Les déchets doivent être stockés par couches successives, jusqu'à la cote définitive de façon à utiliser le moins de surface possible ».

Ce projet s'inscrit de plus dans l'étude paysagère établie en 2010 qui tient compte de la morphologie de fond de vallée dans lequel le site s'intègre.

III - AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

◆ Sur le choix de la Société SMC

La destination choisie par l'exploitant pour l'élimination des déchets de fonderie produits par les Sociétés SMC et FWF reste l'installation de stockage installée à COLOMBIER FONTAINE qui est réglementée par l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 à l'intérieur de l'emprise définie en son article 8.4.1 (parcelles cadastrées lieu-dit « Sous les Pommiers » - Section C – numéros 26, 45 à 77 et 1135 à 1138).

Il apparaît en effet, au vu du dossier présenté, que la Société SMC n'a pas actuellement d'autre alternative pour l'élimination des sables de fonderie des deux usines du Groupe AFE après avoir :

- mis en œuvre les meilleures techniques disponibles de réduction des déchets à la source (régénération de 95 à 98 % des sables et optimisation de la fusion limitant les crasses et le laitier), le BREF fonderie indiquant dans ce type de situation un taux de régénération compris entre 90 et 95 %. Il est à noter que la régénération conduit à ne devoir éliminer qu'un maximum de 17 tonnes de sable par jour (en fait ce chiffre baisse régulièrement le tonnage moyen produit par SMC étant de 5 000 tonnes par jour et celui de FWF étant de 6 500 tonnes par jour) contre 352 tonnes si aucune mesure de régénération n'était prise ;
- exploré depuis 15 ans les pistes de valorisation matière, puis d'autres possibilités de stockage dans la région, à savoir :
 - valorisation en technique routières non retenue par les professionnels de travaux publics. Selon l'exploitant l'APRR interrogé, n'a pas retenu les déchets de fonderie comme acceptable, la granulométrie ne correspondant pas à leurs besoins ;
 - valorisation en cimenterie pour lequel le protocole industriel reste à valider après de premiers essais concluants menés en 2011 et 2012 sur certains déchets (code 10 09 08 - noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée et représentant 21 % de la production de déchets) ;
 - valorisation en matériaux de remblaiement en centre d'enfouissement, solution pour laquelle le demandeur indique que les exploitants de centres d'enfouissement n'ont pas de besoin ou ne peuvent accepter de tel déchets du fait des prescriptions qui leur sont imposées (non conformité au plan d'élimination des déchets).
- éliminé par mise en décharge externe, avec une difficulté liée au volume conduisant à un remplissage rapide du site, selon l'exploitant d'un site contacté. Par ailleurs, les Sociétés SMC et FWF indiquent avoir recherché avec un principe de proximité de nouveaux terrains susceptibles d'être aménagés sans succès.

♦ Impact sur l'eau et le milieu naturel

Le caractère inerte des déchets de fonderie fait actuellement l'objet d'une étude approfondie de la part de la Société SMC, au regard des nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes, applicable à l'installation de COLOMBIER FONTAINE par connexité à la fonderie attenante.

Ce point est rappelé dans l'avis de l'Autorité Environnementale émis le 28 juin 2012 dans le cadre de la demande d'autorisation en cours en ces termes :

« Ainsi, l'analyse de l'impact des caractéristiques des déchets stockés dans l'installation sur la qualité des eaux souterraines, traitée dans le dossier, mériterait d'être approfondie au cours de la phase d'instruction pour déterminer la marge possible de relèvement des seuils d'admissibilité des déchets, après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet dans l'installation de stockage et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, comme le prévoit l'article 10 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ».

La surveillance de la qualité des eaux souterraines (résultats du 19/06/2012 ci-dessous), selon les paramètres devant faire l'objet d'une surveillance en application de l'arrêté du 7 mars 2012 complétant l'arrêté du 11 février 2009 montre que la mise en dépôt des déchets de fonderie sur le remblai existant dans l'emprise autorisée par arrêté du 11 février 2009 n'a pas d'incidence notable en aval sur la qualité des eaux souterraines suivie en application des articles 8.4.5 et 9.2.4.1.4 de cet arrêté, à l'exception de l'aluminium, des fluorures et du molybdène, paramètres pour lesquels la valeur seuil est juste atteinte pour les fluorures (1,5 mg/l pour un seuil à 1,5mg/l), notable pour l'aluminium (68 µg/l pour un seuil à 0,2 mg/l) et inférieure pour le molybdène (62 µg/l pour un seuil à 70 µg/l) :

PARAMÈTRES	VALEURS SEUILS (arrêté du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ou valeurs OMS)	UNITÉS DES MESURES	PUITS DE CAPTAGE	PIÉZOMÈTRE COTÉ CANAL PZ2	PIÉZOMÈTRE COTÉ DOUBS PZ1
PH	ENTRE 6,5 ET 9	UNITÉ PH	7,41	7,01	6,98
INDICE PHÉNOL	0,1 mg/l	mg/l	<0,01	<0,01	<0,01
ALUMINIUM	RÉF. DE QUALITÉ : 0,2 mg/l	µg/l	<30	68	<30
CHROME HEXAVALENT	50 µg/l	µg/l	<10	<10	<10
CYANURES	50 µg/l	µg/l	<10	<10	<10
FER	RÉF. DE QUALITÉ : 0,2 mg/l	µg/l	<50	<50	<50
FLUORURES	1,5 mg/l	mg/l	<0,05	0,36	1,5
ZINC	5 mg/l	mg/l	<0,05	<0,05	<0,05
ARSENIC	10 µg/l	µg/l	3	<3	<3
CADMIUM	5 µg/l	µg/l	<1,5	<1,5	<1,5
MERCURE	1 µg/l	µg/l	<0,1	<0,1	<0,1
PLOMB	10 µg/l	µg/l	<10	< 10	<10
COT	10 mg/l	mg/l	2,8	1,3	6
NICKEL	20 µg/l	µg/l	<10	<10	<10
SÉLÉNIUM	10 µg/l	µg/l	<10	<10	<10
MOLYBDÈNE	70 µg/l	µg/l	<10	<10	62
SOMME 4 HAP	0,1 µg/l	µg/l	<0,02	<0,02	<0,02
SOMME 6 HAP	0,1 µg/l	µg/l	<0,02	<0,02	<0,02

Les paramètres à mesurer ont été établis en fonction des polluants susceptibles d'être contenus dans le lixiviat des déchets de fonderie et de la qualité des eaux souterraines.

Les eaux souterraines correspondent à la nappe alluviale du Doubs (code masse d'eau FR-DO-306) dont l'objectif de bon état chimique doit être atteint en 2015, en référence au SDAGE approuvé fin 2009. Cette masse d'eau est répertoriée comme ressource à préserver pour l'alimentation en eau potable.

Concernant les fluorures, la Société SMC travaille avec les fournisseurs d'argiles et de manchons pour rechercher des produits moins riches en fluorures.

En conclusion, le strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 ainsi modifié et de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 s'avère suffisant pour garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et notamment la préservation de la qualité de la nappe alluviale du Doubs.

♦ Impact sur la pollution de l'air

Les modalités de mise en dépôt des sables de fonderies dans l'emprise autorisée demeurent inchangées.

♦ Impact sur le niveau sonore

L'exploitation du site de stockage des sables de fonderie n'est pas à l'origine de bruits ou de vibrations notables. Les modalités de son exploitation demeurent inchangées, celle-ci restant à l'intérieur des limites autorisées.

♦ Impact paysager

La surélévation du dépôt sur les parcelles concernées dénommées PF3, PF4 et PF5 sera limitée à 2,5 mètres et reste en cohérence avec le motif paysager de fond de vallée dans lequel le site s'intègre, compte tenu du modelé et de la végétalisation prévue, à savoir :

- pente du remblai à 30° sur le côté Sud-est (côté canal),
- pente du remblai à 30° sur le côté Sud-ouest (front du remblai),
- végétalisation des pentes par des essences locales (aulnes, saules, frênes) au fur et à mesure de la cessation d'exploitation des plateformes de stockage ;
- couverture herbeuse sur la partie supérieure.

♦ Incidence sur les risques

Compte tenu du modelé prévu ci-dessus et des dispositions prévues le long de la ligne électrique haute tension (20kV) pour respecter les servitudes liées à cette ligne, le projet n'a pas de nouvelles incidences sur les risques.

IV - CONCLUSIONS

Les modifications apportées aux conditions d'exploitation du stockage de déchets de fonderie, par l'alignement en hauteur des plateformes PF3, PF4 et PF5 avec les plateformes PF1, PF2' et PF2'' sur une partie du site de stockage autorisé n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés [aux articles L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) du Code de l'Environnement.

Cette modification n'est donc pas substantielle au sens de l'article R.512-33 dudit code. Il convient cependant de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à [l'article R. 512-31](#) de ce même code, afin de fixer notamment les limites et la hauteur maximales du remblaiement autorisé par les nouveaux apports de sables.

Les modalités de surveillance des eaux souterraines mises à jour par l'arrêté préfectoral du 7 mars 2012 ainsi que les modalités de réaménagement du site après exploitation sont inchangées. Au demeurant, ces dernières feront l'objet si nécessaire de prescriptions additionnelles au terme de la procédure de demande d'autorisation en cours d'instruction.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui conduit à autoriser l'apport de 13 545 m³ de sables en plus des 145 600 m³ autorisés sur une durée qui ne saurait excéder 20 mois, doit être présenté pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.).

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Belfort, le 3 décembre 2012	Belfort, le 3 décembre 2012	Belfort, le 3 décembre 2012
Inspecteur des Installations Classées	Inspecteur des Installations Classées	Chef de l'Unité Territoriale Nord Franche-Comté par intérim